



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.070/4
du 26 septembre 2022

advies 72.070/4
van 26 september 2022

sur

over

des amendements au projet de
loi 'portant modification de la
loi du 11 décembre 1998
relative à la classification et
aux habilitations, attestations et
avis de sécurité'

amendementen op het ontwerp
van wet 'houdende wijziging
van de wet van
11 december 1998 betreffende
de classificatie en de
veiligheidsmachtigingen,
veiligheidsattesten en
veiligheidsadviezen'

Le 28 juillet 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur des amendements au projet de loi 'portant modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'.

Les amendements ont été examinés par la quatrième chambre le 26 septembre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 septembre 2022.

*

Op 28 juli 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over amendementen op het ontwerp van wet 'houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen'.

De amendementen zijn door de vierde kamer onderzocht op 26 september 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 september 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La demande d'avis à l'examen porte sur des amendements au projet de loi portant modification de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'. À l'appui de la demande d'avis sur ces amendements, une version coordonnée de la loi du 11 décembre 1998 est communiquée à la section de législation, reprenant tant les amendements à l'examen que ce projet de loi.

Les modifications envisagées par ce projet de loi sont celles contenues dans un avant-projet de loi portant modification de la loi du 11 décembre 1998 sur lequel la section de législation a donné le 20 juin 2019, l'avis n° 66.143/2.

Il va de soi que les observations qui suivent ne portent que sur les amendements qui sont soumis à la section de législation à l'exclusion des dispositions qui figurent dans l'avant-projet sur lequel celle-ci a donné l'avis n° 66.143/2.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Interrogé à propos de la saisine du Comité permanent R¹ sur les amendements à l'examen, le délégué de la Ministre a indiqué :

« L'avis du Comité permanent R en tant qu'autorité de contrôle chargée du contrôle du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre de l'article 107, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' (article 128 de la même loi) n'a pas été sollicité.

Toutefois, l'avis de l'Organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité a été demandé. Étant donné que le président de l'Organe de recours est également président du Comité permanent R, l'attente est qu'il s'exprimera également sur la base de ses compétences de président du Comité.

L'avis n'a pas encore été reçu, mais vous sera livré dès que nous le recevrons ».

[‡] S'agissant d'amendements à un projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Cette saisine du Comité R se fonde sur l'article 128, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel'.

La saisine de l'Organe de recours, son président fut-il également celui du Comité permanent R, ne vaut pas saisine de ce Comité permanent R.

Compte tenu des nombreux traitements de données à caractère personnel que les amendements à l'examen prévoient, il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Ainsi que l'observe l'avis n° 66.143/2 :

« I. Le droit au respect de la vie privée

1. Le droit au respect de la vie privée, tel qu'il est garanti par l'article 22 de la Constitution mais aussi par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 17 du Pacte international 'relatif aux droits civils et politiques', a pour but essentiel de protéger les personnes contre les ingérences dans leur vie privée. Ce droit a une portée étendue et englobe notamment la protection des données à caractère personnel et des informations personnelles.

Le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : 'le RGPD') s'inscrit dans cette même logique. Bien que le domaine visé par la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité', modifiée par l'avant-projet examiné, ne relève pas du champ d'application du droit de l'Union européenne, ce règlement est applicable aux traitements de données à caractère personnel en cause dans l'avant-projet en vertu de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel'².

Cette dernière loi contient ainsi, en son titre 3, sous-titre 3, des dispositions relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'.

L'article 6 du RGPD prévoit notamment ce qui suit :

'1. Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie : [...]

c) le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ; [...]

e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ; [...]

2. [...]

² Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir en ce sens l'avis n° 65.450/2 donné le 18 mars 2019 sur un avant-projet de décret 'relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire' ; l'avis n° 65.655/2 donné le 9 avril 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 avril 2019 'fixant les critères d'agrément des orthopédagogues cliniciens, ainsi que des maîtres de stage et services de stage'.

3. Le fondement du traitement visé au paragraphe 1, points c) et e), est défini par :

- a) le droit de l'Union ; ou
- b) le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

Les finalités du traitement sont définies dans cette base juridique ou, en ce qui concerne le traitement visé au paragraphe 1, point e), sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement. Cette base juridique peut contenir des dispositions spécifiques pour adapter l'application des règles du présent règlement, entre autres : les conditions générales régissant la licéité du traitement par le responsable du traitement ; les types de données qui font l'objet du traitement ; les personnes concernées ; les entités auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées et les finalités pour lesquelles elles peuvent l'être ; la limitation des finalités ; les durées de conservation ; et les opérations et procédures de traitement, y compris les mesures visant à garantir un traitement licite et loyal, telles que celles prévues dans d'autres situations particulières de traitement comme le prévoit le chapitre IX. Le droit de l'Union ou le droit des États membres répond à un objectif d'intérêt public et est proportionné à l'objectif légitime poursuivi³.

2. Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect du principe de légalité. Par conséquent, les éléments essentiels du dispositif doivent être fixés dans la loi même, à savoir notamment les finalités du traitement, ainsi que les cas et conditions dans lesquels des données à caractère personnel sont traitées. L'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur³⁻⁴.

³ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Voir notamment l'avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 3126/001, pp. 402 à 456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62192.pdf>) ; l'avis n° 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 3185/001, pp. 120 à 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

⁴ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Voir par exemple en ce sens les considérations suivantes émises par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 29/2018 du 15 mars 2018 :

'B.13.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur. B.13.2. Outre l'exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution impose également que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. [...]

B.14.1. Une ingérence des pouvoirs publics dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit non seulement reposer sur une disposition législative suffisamment précise mais aussi répondre à un besoin social impérieux dans une société démocratique et être proportionnée au but légitime poursuivi. Le législateur dispose en la matière d'une marge d'appréciation. Cette marge n'est toutefois pas illimitée : pour qu'une norme soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, il faut que le législateur ait établi un juste équilibre entre tous les droits et intérêts en cause'

S'agissant de l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée lorsque l'autorité publique prend des mesures dans le domaine de la sécurité nationale, il est renvoyé à l'avis de l'Assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État portant les numéros de rôle 37.748/AG et 37.749/AG, donné le 23 novembre 2004 sur un avant-projet devenu la loi du 3 mai 2005 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité' et sur un avant-projet devenu la loi du 3 mai 2005 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité', dont les observations pertinentes, qui sont réitérées à propos de l'avant-projet examiné, sont reproduites en annexe au présent avis ».

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour ce qui concerne le régime envisagé de vérification de sécurité spécifique à la Défense.

En outre, sur la question de la proportionnalité des mesures telles que conçues et compte tenu des observations formulées ci-dessus, il y a lieu de constater que le champ d'application du régime spécifique de vérification de sécurité des personnes visées à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, en projet ⁵, inclut

« tout militaire détaché en dehors du Ministère de la Défense, et tout agent civil du Ministère de la Défense mis temporairement à la disposition d'un autre service ».

Or, la mesure de *screening* envisagée, y compris en cours de carrière, des personnes visées, laquelle entraîne des ingérences dans la vie privée de celles-ci, est justifiée par la nécessité de vérifier que la personne concernée, dans le cadre de l'exercice de son emploi ou de sa fonction au sein de la Défense, présente des garanties suffisantes quant à son intégrité et n'est pas susceptible de porter atteinte, par son comportement et/ou son environnement, aux intérêts visés à l'article 3 de la loi du 11 décembre 1998 ⁶ ou à l'intégrité physique des personnes.

Il convient de s'interroger à propos de la proportionnalité de la mesure de vérification de sécurité. L'auteur de l'amendement doit pouvoir démontrer que ces personnes, bien que détachées du Ministère de la Défense et n'exerçant dès lors plus leur emploi ou leur fonction au sein de ce Ministère ou pour les forces armées belges, sont néanmoins susceptibles, dans l'exercice de leur emploi ou fonction et par un usage inapproprié, de nuire aux intérêts visés à l'article 3 de la loi du 11 décembre 1998.

(voir également C.C., 14 juillet 2016, n° 108/2016, B.11.1, B.11.2 et B.12.1 ; voir encore l'avis n° 63.192/2 du 19 avril 2018 de la section de législation du Conseil d'État précité, *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 3126/1, pp. 404 à 407).

⁵ Introduit par l'amendement n° 4.

⁶ L'article 3, § 1^{er}, dispose : « Peuvent faire l'objet d'une classification : les informations, documents ou données, le matériel, les matériaux ou matières, sous quelque forme que ce soit, dont l'utilisation inappropriée peut porter atteinte à l'un des intérêts suivants : a) la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire ; b) l'accomplissement des missions des forces armées ; c) la sûreté intérieure de l'État, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel ; d) la sûreté extérieure de l'État et les relations internationales de la Belgique ; e) le potentiel scientifique et économique du pays ; f) tout autre intérêt fondamental de l'État ; g) la sécurité des ressortissants belges à l'étranger ; h) le fonctionnement des organes décisionnels de l'État. (i) la sécurité des personnes auxquelles en vertu des articles 104, § 2, ou 111quater, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, des mesures de protection spéciales sont octroyées ».

Sur ce point, la justification de l'amendement n°4 insérant l'article 22sexies/2, en projet, indique :

« L'article 22sexies/2 vise aussi les personnes détachées en application de l'article 44 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées. Des membres du personnel de la Défense peuvent être détachés pour cause de mission officielle auprès d'une institution de droit international public, d'un gouvernement étranger, de tout service public dépendant de l'autorité fédérale, des régions, des communautés, des provinces, des communes, des agglomérations, des fédérations et des associations de communes, des zones de police, des entreprises publiques autonomes visées à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ainsi que des organismes qui dépendent de tel service public ou des organismes qui dépendent de la Défense. Durant cette période pendant laquelle le personnel est détaché, il conserve son statut de militaire. Même pendant cette période de détachement, il doit continuer à répondre à certaines exigences de formation, de maintien de qualifications en effectuant des prestations particulières ou d'aptitude physique. Il n'est pas exclu qu'il accède aux installations et matériels de la Défense, ainsi qu'à certaines informations pendant cette période de détachement. Il reste donc soumis aux mêmes droits et obligations que s'il prestait au profit de la Défense. De plus, lorsqu'il est mis fin à ce détachement (soit à l'initiative du concerné, soit à l'initiative de son employeur temporaire, soit au terme de la période initialement prévue), le personnel réintègre une fonction au sein de la Défense. Afin d'être immédiatement opérationnel et fonctionnel, il est donc nécessaire que ce personnel dispose en tout temps d'un avis de sécurité positif en cours de validité. Sinon le risque est grand qu'une période d'attente correspondant au temps nécessaire pour effectuer une vérification de sécurité ne soit imposée avant que le concerné ne puisse reprendre ses fonctions au sein de la Défense.

Enfin, l'article 22sexies/2 vise également le personnel civil statutaire de la Défense mis temporairement à disposition d'un autre service fédéral en application de l'article 51 de l'Arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents civils dans la fonction publique fédérale administrative. Les mêmes raisons que celles applicables aux militaires détachés s'appliquent *mutatis mutandis* ».

Nonobstant ces justifications, il appartient au législateur, compte tenu des ingérences importantes dans la vie privée des personnes concernées et en particulier au vu des effets qui s'attachent à la procédure de vérification de sécurité dans le cas où elle ne débouche pas sur un avis positif⁷, de s'assurer du caractère nécessaire et proportionné de l'ingérence, ce qui suppose qu'il soit en mesure de démontrer que l'objectif légitime poursuivi ne peut pas être atteint au moyen de mesures moins attentatoires à la vie privée que celle consistant à soumettre d'office l'ensemble des personnes détachées ou mises à disposition visées à l'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, en projet, à la procédure de vérification de sécurité visée à l'article 22sexies de l'avant-projet de loi.

2. La question de la proportionnalité de la mesure se pose également au regard du fait que, selon l'article 22sexies/2, alinéa 2, en projet, l'« environnement » de la personne concernée pourrait, indépendamment de son « comportement », constituer le principal motif de délivrance d'un avis négatif de sécurité.

⁷ Voir l'article 22sexies/4, § 1^{er}, en projet.

Selon la justification de l'amendement n° 4 « [l']environnement d'un individu doit se concevoir comme les lieux, organisations, événements et personnes qu'il choisit de fréquenter. Il existe dès lors un certain contrôle de chaque individu sur son environnement. *A contrario*, des relations familiales ne peuvent à elles seules justifier la remise d'un avis de sécurité négatif ».

Eu égard aux conséquences graves qui peuvent s'attacher à la délivrance d'un avis négatif, il s'indique que, dans l'application qui sera faite du dispositif en projet, l'autorité compétente s'appuie sur des circonstances précises et concrètes pour démontrer que l'« environnement » d'un individu est susceptible de porter atteinte à l'un des intérêts juridiquement protégés par les *littera* a ou b de l'article 22sexies/2, alinéa 2, en projet, et ne puisse donc pas se borner à faire état, à ce niveau, de considérations générales et abstraites. Dans cette perspective, la justification de l'amendement sera complétée lors des travaux préparatoires pour mieux expliciter et illustrer les situations qui peuvent être prises en compte par cette autorité.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Amendement n° 1

Dans l'article x en projet, figure entre parenthèses la précision selon laquelle « l'article 22septies se retrouve sous un nouveau chapitre IIIter « Rétributions ». Si l'intention est de prévoir l'insertion d'un nouveau chapitre IIIter comprenant l'article 22septies dans la loi du 11 décembre 1998, cette modification sera insérée dans un article spécifique. En tout état de cause, les parenthèses et les mots qui y figurent seront omis de l'article x en projet.

Amendement n° 3

Compte tenu de l'arrêt de la Cour Constitutionnelle n° 151/2006 du 18 octobre 2006, la section de législation n'aperçoit pas pourquoi l'article 22sexies/1, alinéa 2, en projet, énonce que c'est « par dérogation à l'article 9bis de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et sécurité », que « le ministère de la Défense est tenu de suivre l'avis de l'organe de recours ».

La disposition sera revue.

Amendement n° 4

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « car l'exercice desdits fonctions et emplois, par un usage inapproprié, peut nuire notamment aux plans de défense militaires et à l'accomplissement des missions des forces armées » seront omis car ils se bornent à indiquer la raison pour laquelle la règle est adoptée et sont, pour ce motif, dénués de portée normative, de sorte qu'ils n'ont pas leur place dans le dispositif en projet.

2. Le champ d'application *ratione personae* du régime de vérification de sécurité propre à la Défense est défini de manière large. L'article 22sexies/2, alinéa 1^{er}, en projet, prévoit en effet :

« À moins qu'elle ne soit titulaire d'une habilitation de sécurité, toute personne civile ou militaire du cadre actif et du cadre de réserve occupant une fonction ou un emploi au sein du Ministère de la Défense, toute personne candidate à une telle fonction ou un tel emploi, tout militaire détaché en dehors du Ministère de la Défense, et tout agent civil du Ministère de la Défense mis temporairement à la disposition d'un autre service est soumis à la vérification de sécurité visée à l'article 22sexies [...] ».

La justification de l'amendement n° 4 précise en outre :

« Toutes les catégories de personnel de la Défense sont visées : les militaires du cadre actif ainsi que du cadre de réserve, les civils statutaires (statut CAMU, personnel enseignant ERM et ERSO, les aumôniers et conseillers moraux), les civils contractuels (y compris les Convention de Premier Emploi), les stagiaires, le personnel recruté via EGOV SELECT (la Défense recrute principalement des profils IT, Cyber et Intel via ce canal), les militaires du cadre de la réserve exerçant pour certains leur emploi à la Défense de manière ponctuelle et limitée, les professeurs détachés des communautés, ... En effet, l'accès à des données et/ou du matériel sensible est indépendant du statut du personnel.

Les candidats sont logiquement visés. En effet, en ce qui concerne les candidats militaires, dès le début de leur instruction et jusqu'à la fin de leur période de candidature, ils manipulent de l'armement, ont accès à certaines documentations et commencent à exercer partiellement les fonctions pour lesquelles ils ont été formés. En terme d'accès aux infrastructures et à l'information en général, ils sont donc sur un même pied d'égalité par rapport aux militaires nommés. Pour les candidats civils, si leur candidature est acceptée, ils exerceront *de facto* une des fonctions précitées qui sont jugées comme étant sensibles ».

Ainsi que l'expose la justification de l'amendement n° 1, « [l]e personnel des personnes morales de droit public relevant du Ministre de la Défense ne sont pas visés par la mesure ».

Interrogé sur les personnes morales de droit public ainsi concernées, le délégué de la Ministre a indiqué :

« Avec ces personnes morales de droit public trois parastataux sont visées : le *War Heritage Institute* (le WHI), l'Institut Géographique National (l'IGN) et l'Office Central d'Action Sociale et Culturelle de la Défense (l'OCASC) ».

Invité à justifier, au regard du principe d'égalité et compte tenu du large champ d'application *ratione personae* du régime spécifique de *screening* de la Défense, l'exclusion de ce régime des membres du personnel de ces trois personnes morales, le délégué de la Ministre a répondu comme suit :

« En réalité, tous les postes au sein de la Défense donnent, d'une manière ou d'une autre, accès à des armes, à une formation spécifique et à des informations qui, si elles sont utilisées à mauvais escient, présentent un risque potentiel pour l'un des intérêts visés à l'article 3 de la présente loi, pour la Défense elle-même ou par extension à la société. Par exemple, chaque membre du personnel a accès au registre complet du personnel et dispose ainsi d'informations sur les affectations et fonctions de chacun de ses collègues (comme par exemple les membres du Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS) ou des forces spéciales et les F16).

Mais cet argument ne vaut pas pour le personnel des trois parastataux qui relèvent en effet de la Défense mais ont quand même des tâches et des compétences fort différentes. Cela s'exprime aussi, par exemple, dans la manière dont le personnel est recruté : les trois parastataux recrutent leurs propres employés, tout comme le ministère de la Défense le fait pour sa propre organisation. Les militaires chez les trois parastataux sont détachés et de cette manière soumis aux vérifications de sécurité introduites par ces amendements.

Par conséquent, les situations où du personnel des parastataux auraient accès à ces éléments peuvent être réglés au cas par cas. La justification suivante sera ajoutée à l'amendement n° 4 :

'En revanche, l'article 22sexies/2 ne vise pas les membres du personnel des personnes morales de droit public relevant du Ministère de la Défense (le *War Heritage Institute* (le WHI), l'Institut Géographique National (l'IGN) et l'Office Central d'Action Sociale et Culturelle de la Défense (l'OCASC)). Les différentes raisons invoquées à l'appui de l'introduction d'une obligation générale de vérification de sécurité du personnel du Ministère de la Défense ne sont pas applicables au personnel de ces entités : il n'exerce pas de fonctions aussi sensibles puisqu'il n'y a pas d'accès systématique aux plans de défense militaires, aux opérations en cours ou planifiées, aux capacités de la Défense, à l'identité des personnes y exerçant une fonction extrêmement sensible, aux armes et munitions, aux systèmes d'armes, aux équipements et véhicules de combat, à du matériel dangereux (explosifs, produits chimiques, ...), et aux informations sensibles. Lorsque par hypothèse, un agent d'une de ces entités a accès en raison de ses fonctions à de tels éléments, il s'agit d'une situation exceptionnelle qui peut être réglée au cas par cas, agent par agent, au moyen par exemple d'une exigence d'avis ou d'habilitation de sécurité pour cette fonction spécifique' ».

Il est pris acte de ces justifications.

3. À l'article 22sexies/2, alinéa 4, en projet, les mots « par arrêté royal » seront remplacés par les mots « par le Roi ».

4. Le même alinéa prévoit :

« Le fonctionnement de ce collège et les critères sont fixés dans une procédure interne qui est communiquée aux personnes visées au paragraphe 1 du présent article ».

Cette disposition appelle les observations suivantes :

4.1. Il y a lieu d'écrire « Les règles de fonctionnement de ce collège » et, de l'accord du délégué de la Ministre, « qui est communiquée aux personnes visées à l'alinéa 1^{er} ».

4.2. Interrogé à propos des critères dont question à cette disposition, le délégué de la Ministre a précisé :

« Les critères en question seront un affinement et une élaboration des dispositions du paragraphe 2⁸ de l'art. 22sexies/2. Tout cela constituera la base pour déterminer si une personne présente ou non un risque pour la sécurité et sur lequel la décision d'un avis négatif ou positif sera basée ».

En supposant que la « procédure interne » relative au fonctionnement du collège et aux critères en vue de déterminer le risque pour la sécurité soit de nature réglementaire, il appartiendra au Roi, qui sera expressément habilité à cet effet, de la déterminer.

Amendement n° 5

1. À l'article 22sexies/3, § 1^{er}, en projet, les mots « paragraphes 1 à 7, » seront omis.

2. La prolongation « sine die au terme du délai de cinq ans » de l'avis de sécurité positif prévue à l'article 22sexies/3, § 2, alinéa 3, en projet, dans le cas où « l'officier de sécurité compétent omet de s'acquitter dans les délais utiles de ses obligations visées au 1^{er} alinéa », manque de clarté. D'une part, l'alinéa 1^{er} n'institue aucun délai ; par conséquent, la question se pose de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par « les délais utiles » dont le dépassement emporte la prolongation *sine die* de l'avis de sécurité positif. D'autre part, l'expression *sine die* est ambiguë, en particulier quant à savoir si la personne concernée peut encore faire l'objet d'une vérification de sécurité lorsque l'officier de sécurité n'a pas agi « dans les délais utiles ».

Interrogé à ce dernier propos, le délégué de la Ministre a indiqué ce qui suit :

« C'est à l'organisation de s'assurer que les vérifications ont lieu et d'assumer les conséquences si ce n'est pas le cas.

Les officiers de sécurité jouent un rôle clé dans les procédures des vérifications et des habilitations de sécurité appliquées en Belgique. Le rôle d'officier de sécurité n'est donc pas spécifiquement prévu pour les vérifications à la Défense, mais chaque organisation, entreprise, administration publique, ... qui utilise des vérifications de sécurité est obligée de nommer un officier de sécurité qui, entre autres, est impliqué dans le suivi administratif des vérifications au sein de son organisation, entreprise, administration publique, ...

Ces officiers de sécurité sont en effet censés suivre de près les procédures existantes. C'est également le cas dans la grande majorité des dossiers et ils jouent leur rôle de manière efficace. Cependant, une faute humaine ne peut jamais être exclue et dans ce cas la responsabilité n'incombe pas à ceux qui ne savaient pas qu'une nouvelle demande de vérification de sécurité devait être faite.

⁸ Lire « alinéa 2 ».

Cela ne remet pas en cause l'essentiel du principe d'introduction des vérifications de sécurité à la Défense. En cas de constatation qu'un délai de contrôle de sécurité n'a pas été respecté, le Chef du SGRS peut toujours agir de sa propre initiative et procéder à un contrôle de sécurité (cf. art 22*sexies*/3 § 7). Cette vérification peut conduire à un avis négatif entraînant les mesures envisagées dans ces amendements ».

Ces éléments d'explication seront utilement apportés lors des travaux préparatoires. En outre, afin de préciser la portée juridique de l'article 22*sexies*/3, § 2, alinéa 3, en projet, il convient de prévoir expressément quelle est la durée exacte des « délais utiles » dont le dépassement emporte la prolongation de l'avis de sécurité positif ⁹.

3. Afin de mieux faire apparaître dans le dispositif l'indication donnée dans la justification de l'article 22*sexies*/3, § 6, en projet, il y a lieu de prévoir, dans cette disposition, que l'avis de sécurité positif peut être assorti d'une mise en garde si l'intention est que cette mise en garde soit exprimée dans l'avis de sécurité positif appelé à être transmis par écrit à l'officier de sécurité compétent et à l'intéressé conformément au paragraphe 3.

Amendement n° 6

1. À l'article 22*sexies*/4, § 1^{er}, en projet, les mots « et ce tant que la personne concernée n'est pas titulaire d'un avis de sécurité positif » seront remplacés par les mots « La mesure prévue à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, est maintenue tant que la personne concernée n'est pas titulaire d'un avis de sécurité positif », lesquels formeront un alinéa 2.

2. L'article 22*sexies*/4, § 3, alinéa 2, en projet, confie à la loi, lorsque le régime juridique de la relation d'emploi ne relève pas de la compétence du Roi, le soin de régler les modalités relatives à la période de suspension dans l'intérêt de la Défense, la prise éventuelle de mesures conservatoires pendant cette période de suspension et les conséquences administratives et pécuniaires qui ne sont pas fixées par l'article en projet. Il n'appartient pas au législateur de se confier des missions législatives à lui-même. Il convient dès lors, soit de renvoyer aux dispositions légales existantes applicables, soit de compléter le dispositif en vue d'énoncer ces règles, et en tout état de cause de reformuler le dispositif en projet en manière telle que celui-ci ne puisse être compris comme confiant à la loi la mission d'adopter des normes législatives.

La même observation vaut pour l'article 22*sexies*/4, § 4, alinéa 4, en projet, étant entendu que dans cette disposition, les mots « dans des arrêtés royaux délibérés en conseil des ministres » seront remplacés par les mots « par le Roi, par arrêté royal délibéré en conseil des ministres ».

⁹ Comparer avec le paragraphe 5 de l'article 22*sexies*/3 en projet.

3. Il ressort de la lecture combinée de l'article 22sexies/4, § 1^{er}, en projet, et § 4, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet, que dans le cas où la personne concernée ne répond pas à la demande de consentement dans les deux mois à dater de la réception de la demande, la mesure visée au paragraphe 1^{er} – soit mettre fin à la procédure de recrutement, à la formation, à la procédure de nomination ou à l'exercice de la fonction – est définitive.

À la question de savoir si cela signifie qu'une personne concernée qui ne répond pas à la demande de consentement dans les deux mois ne peut pas introduire de recours devant l'Organe de recours, afin de justifier les raisons du dépassement de ce délai, le délégué de la Ministre a indiqué ce qui suit :

« Une mesure prise suite à l'absence de réponse ne peut pas faire l'objet d'un recours devant l'Organe de recours. Toutefois, il pourrait être prévu qu'en cas de force majeure (comme par exemple dans le cas d'une maladie), le délai de 2 mois peut être prolongé par le Chef du SGRS ».

S'il peut effectivement se concevoir qu'un recours ne soit pas ouvert devant l'Organe de recours dans le cas où l'intéressé n'a pas répondu à la demande dans le délai de deux mois, parce que cet Organe a pour mission d'apprécier si la personne constitue une menace pour la sécurité, il paraît nécessaire, compte tenu des effets de l'absence de réponse dans le délai, de compléter le texte en vue de permettre à l'intéressé d'obtenir une prolongation de ce délai s'il invoque des motifs valables, tel un cas de force majeure, de nature à justifier dans son chef le non-respect du délai de deux mois.

4. De l'accord du délégué de la Ministre, la première phrase de l'article 22sexies/4, § 4, alinéa 2, en projet, constituant une reproduction de l'article 22sexies/4, § 1^{er}, 4^o, en projet, sera omise.

Amendement n° 7

De l'accord du délégué de la Ministre, l'amendement n° 7 sera omis dans la mesure où la dérogation qu'il envisage est déjà prévue à l'article 22septies, alinéa 3, 3^o, de la loi du 11 décembre 1998, selon lequel :

« Sont exemptés de la rétribution visée à l'alinéa 1^{er} : [...]

3^o le ministère de la Défense ».

Amendement n° 8

1. À l'article x+7, alinéa 1^{er}, les mots « par arrêté royal » seront remplacés par les mots « par le Roi ».

2. Si un acte législatif peut charger le pouvoir exécutif de fixer son entrée en vigueur, il convient toutefois d'y prévoir une date ultime d'entrée en vigueur de l'acte législatif ¹⁰.

L'article x+7, alinéa 1^{er}, sera modifié en ce sens.

3. À l'article x+7, alinéa 2, il y a lieu d'écrire « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, [...] ».

4. Dès lors que l'article 22sexies/4, § 4, en projet, est prévu à l'article x+5 introduit par l'amendement n° 6, la section de législation n'aperçoit pas en quoi la date d'entrée en vigueur des articles x à x+6 pourrait être antérieure à celle de l'entrée en vigueur des dispositions organisant la perte de la fonction ou de l'emploi, puisque telle que la disposition est rédigée, la date d'entrée en vigueur est à priori censée être la même pour l'ensemble de ces articles.

Le délégué de la Ministre a précisé sur ce point :

« L'objectif du Gouvernement est de prévoir des modalités de mise en œuvre des mesures de suspension et de cessation des fonctions au sein de la Défense dans chaque régime juridique applicable aux membres du personnel de la Défense [...].

C'est ce qui est prévu à l'article 22sexies/4, §§ 3 et 4, *in fine*.

L'entrée en vigueur de la présente réforme ne pourra donc avoir lieu qu'une fois ces différents régimes adaptés ».

Compte tenu de cette réponse, et eu égard à l'observation 2 formulée à propos de l'amendement n° 6, les mots « dispositions organisant la perte de la fonction ou de l'emploi visée à l'article 22sexies/4, § 4 » seront remplacés par les mots « dispositions légales organisant la perte de la fonction ou de l'emploi consécutivement à un avis de sécurité négatif » et il sera veillé à ce que les différents régimes juridiques applicables aux personnes susceptibles de faire l'objet d'une vérification de sécurité soient adaptés de manière à prévoir les mesures de suspension et de cessation des fonctions au sein de la Défense, avant l'entrée en vigueur des articles x à x+6.

5. La justification de l'amendement indique qu'« en réalité, cette obligation existe déjà pour les candidats militaires en application de l'article 9, alinéa 1^{er}, 9°, et 171, 6°, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées ».

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 154.1.

Outre le fait que, de l'accord du délégué de la Ministre, la référence à l'article 171, 6°, de la loi du 28 février 2007 est, en l'état du droit en vigueur, erronée ce dernier a répondu comme suit à la suggestion d'abroger l'article 9, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi du 28 février 2007, sans quoi la même obligation serait prévue par deux textes différents, pour ce qui concerne les candidats militaires :

« Il n'y a pas lieu de supprimer cette disposition de la loi du 28 février 2007 car elle vise les personnes qui introduisent une candidature pour une carrière militaire à la Défense et pour lesquelles une vérification de sécurité est une des conditions pour introduire cette candidature. Les différents amendements actuels ne visent pas cette catégorie de candidats militaires mais visent par contre (1) des civils qui introduisent une candidature pour une carrière militaire à la Défense et (2) les civils et les militaires qui ont déjà été recrutés à la Défense et qui doivent être sujet d'une vérification de sécurité récurrente pendant leur carrière ».

Il est pris acte de ces explications.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De voorliggende adviesaanvraag heeft betrekking op amendementen op het wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’. Ter adstruatie van de adviesaanvraag over die amendementen, is aan de afdeling Wetgeving een gecoördineerde versie van de wet van 11 december 1998 bezorgd, waarin zowel de voorliggende amendementen als dat wetsontwerp opgenomen zijn.

De bij dat wetsontwerp beoogde wijzigingen zijn die welke vervat zijn in een voorontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 waarover de afdeling Wetgeving op 20 juni 2019 advies 66.143/2 gegeven heeft.

Uiteraard hebben de hierna volgende opmerkingen alleen betrekking op de amendementen die aan de afdeling Wetgeving voorgelegd zijn en niet op de bepalingen van het voorontwerp waarover die afdeling advies nr. 66.143/2 uitgebracht heeft.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Naar aanleiding van de vraag of de voorliggende amendementen aan het Vast Comité I¹ voorgelegd zijn, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“L’avis du Comité permanent R en tant qu’autorité de contrôle chargée du contrôle du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre de l’article 107, alinéa 1er, de la loi du 30 juillet 2018 ‘relative à la protection des personnes physiques à l’égard des traitements de données à caractère personnel’ (article 128 de la même loi) n’a pas été sollicité.

Toutefois, l’avis de l’Organe de recours en matière d’habilitations, d’attestations et d’avis de sécurité a été demandé. Étant donné que le président de l’Organe de recours est également président du Comité permanent R, l’attente est qu’il s’exprimera également sur la base de ses compétences de président du Comité.

L’avis n’a pas encore été reçu, mais vous sera livré dès que nous le recevrons.”

[‡] Aangezien het om amendementen op een wetsontwerp gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Die aanhangigmaking bij het Comité I steunt op artikel 128, § 1, eerste lid, van de wet van 30 juli 2018 “betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens”.

De aanhangigmaking bij het Beroepsorgaan geldt niet als aanhangigmaking bij het Vast Comité I, zelfs niet als de voorzitter van dat orgaan eveneens die van het Vast Comité I zou zijn.

Gelet op de talrijke verwerkingen van persoonsgegevens waarin de voorliggende amendementen voorzien, moet erop toegezien worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In advies 66.143/2 is het volgende opgemerkt:

“I. Het recht op eerbiediging van het privéleven

1. Het recht op eerbiediging van het privéleven, zoals gewaarborgd in artikel 22 van de Grondwet, maar ook in artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en in artikel 17 van het Internationaal Verdrag ‘inzake burgerrechten en politieke rechten’, heeft voornamelijk tot doel de personen te beschermen tegen inmengingen in hun privéleven. Dat recht heeft een ruime draagwijdte en omvat onder meer de bescherming van persoonsgegevens en van persoonlijke informatie.

Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: ‘de AVG’) past in diezelfde logica. Hoewel de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’, die bij het voorliggende voorontwerp gewijzigd wordt, betrekking heeft op een aangelegenheid die buiten de werkingssfeer van het recht van de Europese Unie valt, is die verordening krachtens artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens van toepassing op de in het voorontwerp bedoelde verwerking van persoonsgegevens’²

Zo bevat titel 3, ondertitel 3, van die laatstgenoemde wet bepalingen betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’.

In artikel 6 van de AVG wordt onder meer het volgende bepaald:

‘1. De verwerking is alleen rechtmatig indien en voor zover aan ten minste een van de onderstaande voorwaarden is voldaan: (...)

c) de verwerking is noodzakelijk om te voldoen aan een wettelijke verplichting die op de verwerkingsverantwoordelijke rust; (...)

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Zie in die zin advies 65.450/2, op 18 maart 2019 gegeven over een voorontwerp van decreet ‘relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l’enseignement obligatoire’; advies 65.655/2, op 9 april 2019 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 26 april 2019 ‘tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van klinisch orthopedagogen, alsmede van stagemeesters en stagediensten’.

e) de verwerking is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is opgedragen; (...)

2. (...)

3. De rechtsgrond voor de in lid 1, punten c) en e), bedoelde verwerking moet worden vastgesteld

a) bij: Unierecht ; of

b) bij lidstatelijk recht dat op de verwerkingsverantwoordelijke van toepassing is.

Het doel van de verwerking wordt in die rechtsgrond vastgesteld of is met betrekking tot de in lid 1, punt e), bedoelde verwerking noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of voor de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is verleend. Die rechtsgrond kan specifieke bepalingen bevatten om de toepassing van de regels van deze verordening aan te passen, met inbegrip van de algemene voorwaarden inzake de rechtmatigheid van verwerking door de verwerkingsverantwoordelijke; de types verwerkte gegevens; de betrokkenen; de entiteiten waaraan en de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens mogen worden verstrekt; de doelbinding; de opslagperioden; en de verwerkingsactiviteiten en -procedures, waaronder maatregelen om te zorgen voor een rechtmatige en behoorlijke verwerking, zoals die voor andere specifieke verwerkingssituaties als bedoeld in hoofdstuk IX. Het Unierecht of het lidstatelijke recht moet beantwoorden aan een doelstelling van algemeen belang en moet evenredig zijn met het nagestreefde gerechtvaardigde doel.”

2. Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd. Bijgevolg moeten de essentiële elementen van de regeling in de wet zelf worden bepaald, namelijk de doeleinden van de verwerking, alsook de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder de persoonsgegevens verwerkt worden. De inmenging in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het privéleven moet in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen geformuleerd worden zodat de gevallen waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat, te voorzien zijn. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een redelijke verantwoording en evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.³⁻⁴

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid advies 63.192/2, op 19 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ (Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 3126/001, 402-456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62192.pdf>); advies 63.202/2, op 26 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’ (Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 3185/001, 120-145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>).

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie in die zin bijvoorbeeld de hiernavolgende overwegingen van het Grondwettelijk Hof in arrest 29/2018 van 15 maart 2018: “B.13.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld. B.13.2. Naast de formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet eveneens de verplichting

Wat betreft de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven wanneer de overheid maatregelen neemt inzake de veiligheid van het land, wordt verwezen naar het advies van de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State met de rolnummers 37.748/AV en 37.749/AV, dat op 23 november 2004 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 mei 2005 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen’ en over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 mei 2005 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen’. De pertinente opmerkingen die in dat advies gemaakt zijn, worden herhaald met betrekking tot het voorliggende voorontwerp en worden als bijlage bij het voorliggende advies gevoegd.”

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de voorgenomen regeling van de veiligheidsverificatie die specifiek is voor Defensie.

Daarenboven dient met betrekking tot de kwestie van de proportionaliteit van de maatregelen zoals die ontworpen zijn en rekening houdend met de hierboven geformuleerde opmerkingen vastgesteld te worden dat het toepassingsgebied van de specifieke regeling voor de veiligheidsverificatie van de personen bedoeld in het ontworpen artikel 22^{sixties}/2, eerste lid,⁵ “elke militair die gedetacheerd is vanuit het ministerie van Defensie, en elke burgerambtenaar van het ministerie van Defensie die tijdelijk ter beschikking is gesteld van een andere dienst” omvat.

Als reden voor de voorgenomen *screening*, ook tijdens de loopbaan, van de betrokkenen, die inmengingen in hun privéleven tot gevolg heeft, wordt evenwel opgegeven dat het noodzakelijk is om na te gaan of de betrokkene, in het kader van de uitoefening van zijn ambt of zijn functie bij Defensie, voldoende waarborgen biedt voor zijn of haar integriteit en door zijn of haar gedrag en/of omgeving geen schade zou kunnen berokkenen aan de belangen bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 december 1998⁶ of aan de fysieke integriteit van personen.

op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven toestaat. (...)

B.14.1. Een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven dient niet alleen te steunen op een voldoende precieze wettelijke bepaling, maar ook te beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en evenredig te zijn met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling. De wetgever beschikt ter zake over een appreciatiemarge. Die appreciatiemarge is evenwel niet onbegrensd: opdat een wettelijke regeling verenigbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven, is vereist dat de wetgever een billijk evenwicht heeft ingesteld tussen alle rechten en belangen die in het geding zijn.” (zie ook GwH 14 juli 2016, nr. 108/2016, B.11.1, B.11.2 en B.12.1; zie voorts het voornoemde advies 63.192/2 van 19 april 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 3126/1, 404-407).

⁵ Ingevoegd bij amendement nr. 4.

⁶ Artikel 3, § 1, luidt als volgt: “In een classificatie kunnen worden ondergebracht: informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, in welke vorm ook, waarvan de niet-geëigende aanwending schade kan toebrengen aan een van de volgende belangen: a) de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen; b) de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten; c) de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde; d) de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België; e) het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land; f) elk ander fundamenteel belang van de Staat; g) de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland; h) de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat; (i) de veiligheid van de personen aan wie krachtens de artikelen 104, § 2, of 111quater, § 1, van het Wetboek van strafvordering], bijzondere beschermingsmaatregelen worden toegekend”.

De vraag rijst of die maatregel inzake veiligheidsverificatie wel proportioneel is. De indiener van het amendement moet kunnen aantonen dat die personen, hoewel ze gedetacheerd zijn vanuit het ministerie van Defensie en ze hun ambt of hun functie bij dat ministerie of voor de Belgische krijgsmacht bijgevolg niet meer kunnen uitoefenen, niettemin bij de uitoefening van hun ambt of functie en door een niet-geëigende aanwending schade kunnen berokkenen aan de belangen bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 december 1998.

Wat dat betreft, staat in de verantwoording bij amendement nr. 4, waarbij het ontworpen artikel 22*sexies*/2 ingevoegd wordt, het volgende:

“Artikel 22*sexies*2 beoogt ook de personen die gedetacheerd worden krachtens artikel 44 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht. Personeelsleden van Defensie kunnen voor officiële opdrachten worden gedetacheerd bij een instelling van internationaal publiek recht, een buitenlandse regering, elke overheidsdienst die afhangt van de federale overheid, de gewesten, gemeenschappen, provincies, gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten, politiezones, autonome overheidsbedrijven zoals bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, alsmede organen die afhangen van een dergelijke overheidsdienst of organen die afhangen van Defensie. Tijdens deze detachingsperiode behoudt het personeel zijn statuut van militair. Zelfs tijdens deze detachingsperiode moet het aan bepaalde eisen blijven voldoen op het gebied van vorming, handhaving van kwalificaties door het uitvoeren van bijzondere prestaties of fitheid. Het is niet uitgesloten dat het gedurende deze periode van detachering toegang heeft tot installaties en materieel van Defensie, alsmede tot bepaalde informatie. Voor de personeelsleden blijven dus dezelfde rechten en plichten gelden als wanneer ze bij Defensie zouden werken. Wanneer de detachering wordt beëindigd (hetzij op initiatief van de betrokkene, hetzij op initiatief van zijn of haar tijdelijke werkgever, hetzij aan het einde van de oorspronkelijk geplande periode), keert het personeel bovendien terug naar een functie bij Defensie. Om onmiddellijk operationeel en functioneel te kunnen zijn, is het derhalve noodzakelijk dat dit personeel te allen tijde over een geldig positief veiligheidsadvies beschikt. Anders bestaat er een groot risico dat een wachttijd wordt opgelegd die overeenkomt met de tijd die nodig is om een veiligheidsverificatie uit te voeren, voordat de betrokkene zijn of haar taken bij Defensie kan hervatten.

Ten slotte verwijst artikel 22*sexies*/2 ook naar het statutair burgerpersoneel van Defensie dat tijdelijk ter beschikking wordt gesteld van een andere federale dienst in toepassing van artikel 51 van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 betreffende de mobiliteit van de burgerpersoneelsleden van het federaal administratief openbaar ambt. Dezelfde redenen als degene die gelden voor gedetacheerde militairen zijn *mutatis mutandis* van toepassing.”

Ondanks deze verantwoordingen staat het aan de wetgever om, gelet op de grote inmengingen in het privéleven van de betrokkenen en in het bijzonder gelet op de gevolgen die verbonden zijn aan de procedure van de veiligheidsverificatie ingeval die niet tot een positief advies leidt,⁷ zich ervan te vergewissen dat die inmenging noodzakelijk en proportioneel is, hetgeen veronderstelt dat hij kan aantonen dat het nagestreefd legitiem doel niet kan worden bereikt door middel van maatregelen die minder afbreuk doen aan het privéleven dan die welke erin bestaat alle gedetacheerde of ter beschikking gestelde personen bedoeld in het ontworpen artikel 22sexies/2, eerste lid, te onderwerpen aan de procedure van de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies van het voorontwerp van wet.

2. De vraag of de maatregel proportioneel is, rijst ook in het licht van het feit dat, volgens het ontworpen artikel 22sexies/2, tweede lid, “de omgeving” van de betrokkene, ongeacht zijn “gedrag”, de belangrijkste reden kan opleveren voor het uitbrengen van een negatief veiligheidsadvies.

Luidens de verantwoording van amendement nr. 4 “[moet d]e omgeving van een individu (...) worden opgevat als de plaatsen, organisaties, gebeurtenissen en mensen die hij of zij verkiest te bezoeken. Er is dus een zekere mate van controle die elk individu heeft over zijn of haar omgeving. Daartegenover kunnen familiebanden op zich geen rechtvaardiging vormen voor de uitvaardiging van een negatief veiligheidsadvies.”

Gelet op de ernstige gevolgen die aan het verlenen van een negatief advies verbonden kunnen zijn, is het raadzaam dat de bevoegde overheid zich bij het toepassen van het ontworpen dispositief baseert op precieze en concrete omstandigheden om aan te tonen dat de “omgeving” van een individu afbreuk kan doen aan een van de belangen die juridisch beschermd worden door de bepalingen onder a of b van het ontworpen artikel 22sexies/2, tweede lid, en zich er dus niet kan toe beperken gewag te maken van algemene en abstracte overwegingen in dat verband. In dat opzicht moet de verantwoording van het amendement tijdens de parlementaire voorbereiding aangevuld worden teneinde nader toe te lichten en te illustreren welke situaties door die autoriteit in aanmerking genomen kunnen worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Amendement nr. 1

In het ontworpen artikel x wordt tussen haakjes aangegeven dat “artikel 22septies (...) terecht [komt] onder een nieuw hoofdstuk IIIter ‘Retributies’”. Als het de bedoeling is te bepalen dat in de wet van 11 december 1998 een nieuw hoofdstuk IIIter, met daarin artikel 22septies, ingevoegd wordt, moet die wijziging ingevoegd worden bij een specifiek artikel. De haakjes en de woorden ertussen moeten hoe dan ook uit het ontworpen artikel x weggelaten worden.

⁷ Zie het ontworpen artikel 22sexies/4, § 1.

Amendement nr. 3

Gelet op arrest nr. 151/2006 van 18 oktober 2006 van het Grondwettelijk Hof, ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom in het ontworpen artikel 22sexies/1, tweede lid, bepaald wordt dat “het Ministerie van Landsverdediging, in afwijking van artikel 9bis van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, verplicht [is] het advies van het Beroepsorgaan op te volgen.”

Deze bepaling moet herzien worden.

Amendement nr. 4

1. In het eerste lid moeten de woorden “want de uitoefening van de genoemde functies en betrekkingen op een oneigenlijke manier kan schade berokkenen, met name aan de militaire defensieplannen en aan de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten” weggelaten worden, aangezien daarin alleen aangegeven wordt waarom de regel aangenomen wordt en ze, daarom, geen normatieve strekking hebben, zodat ze niet op hun plaats zijn in het ontworpen dispositief.

2. Het toepassingsgebied *ratione personae* van het stelsel voor de veiligheidsverificatie eigen aan Defensie wordt op ruime wijze gedefinieerd. Het ontworpen artikel 22sexies/2, eerste lid, bepaalt immers:

“Tenzij hij of zij houder is van een veiligheidsmachtiging, wordt elke burger of militair van het actief en reservekader die een functie of een betrekking bekleedt bij het ministerie van Landsverdediging, elke persoon die kandidaat is voor een dergelijke functie of betrekking, elke militair die gedetacheerd is vanuit het ministerie van Defensie, en elke burgerambtenaar van het ministerie van Defensie die tijdelijk ter beschikking is gesteld van een andere dienst, onderworpen aan de veiligheidsverificatie bedoeld in artikel 22sexies (...).”

In de verantwoording van amendement nr. 4 staat bovendien het volgende:

“Alle personeelscategorieën van Defensie worden beoogd: de militairen van het actief en reservekader, de statutaire burgers (statuut CAMU, het onderwijzend personeel KMS en KSOO, de aalmoezeniers en morele consulenten), de contractuele burgers (met inbegrip van de startbaanovereenkomsten), de stagiairs, het via EGOV SELECT gerekruteerde personeel (Defensie rekruteert hoofdzakelijk IT-, cyber- en Intel-profielen via dit kanaal), de militairen van het reservekader van wie sommigen hun betrekking bij Defensie op occasionele en beperkte wijze uitoefenen, de gedetacheerde leraars van de gemeenschappen ... De toegang tot gevoelige gegevens en/of gevoelig materieel is immers onafhankelijk van het statuut van het personeel.

De kandidaten worden logischerwijs beoogd. Vanaf het begin van hun opleiding en tot het einde van hun kandidatuurperiode hanteren de kandidaat-militairen immers bewapening, hebben zij toegang tot bepaalde documentatie en beginnen zij gedeeltelijk de functies uit te oefenen waarvoor zij werden gevormd. Wat betreft de toegang tot de infrastructuur en de informatie in het algemeen, staan zij dus op voet van gelijkheid ten opzichte van de benoemde militairen. Wat de kandidaat-burgers betreft, zullen zij, als hun kandidatuur aanvaard wordt, de facto één van voornoemde gevoelig geachte functies uitoefenen.”

Zoals uiteengezet wordt in de verantwoording van amendement nr. 1, valt het “personeel van publiekrechtelijke rechtspersonen die tot het Ministerie van Landsverdediging behoren, (...) niet onder de maatregel”.

Op een vraag in verband met de aldus betrokken rechtspersonen heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

“Avec ces personnes morales de droit public trois parastataux sont visées : le War Heritage Institute (le WHI), l’Institut Géographique National (l’IGN) et l’Office Central d’Action Sociale et Culturelle de la Défense (l’OCASC).”

Op de vraag om, in het licht van het gelijkheidsbeginsel en rekening houdend met het ruime toepassingsgebied *ratione personae* van de specifieke *screening*-regeling van Defensie, te verantwoorden waarom de personeelsleden van die drie rechtspersonen niet onder die regeling vallen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“En réalité, tous les postes au sein de la Défense donnent, d’une manière ou d’une autre, accès à des armes, à une formation spécifique et à des informations qui, si elles sont utilisées à mauvais escient, présentent un risque potentiel pour l’un des intérêts visés à l’article 3 de la présente loi, pour la Défense elle-même ou par extension à la société. Par exemple, chaque membre du personnel a accès au registre complet du personnel et dispose ainsi d’informations sur les affectations et fonctions de chacun de ses collègues (comme par exemple les membres du Service Général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS) ou des forces spéciales et les F16).

Mais cet argument ne vaut pas pour le personnel des trois parastataux qui relèvent en effet de la Défense mais ont quand même des tâches et des compétences fort différentes. Cela s’exprime aussi, par exemple, dans la manière dont le personnel est recruté : les trois parastataux recrutent leurs propres employés, tout comme le ministère de la Défense le fait pour sa propre organisation. Les militaires chez les trois parastataux sont détachés et de cette manière soumis aux vérifications de sécurité introduites par ces amendements.

Par conséquent, les situations où du personnel des parastataux auraient accès à ces éléments peuvent être réglés au cas par cas. La justification suivante sera ajoutée à l’amendement n° 4 :

‘En revanche, l’article 22sexies/2 ne vise pas les membres du personnel des personnes morales de droit public relevant du Ministère de la Défense (le War Heritage Institute (le WHI), l’Institut Géographique National (l’IGN) et l’Office Central d’Action Sociale et Culturelle de la Défense (l’OCASC)). Les différentes raisons invoquées à l’appui de l’introduction d’une obligation générale de vérification de sécurité du personnel du Ministère de la Défense ne sont pas applicables au personnel de ces entités : il n’exerce pas de fonctions aussi sensibles puisqu’il n’y a pas d’accès systématique aux plans de défense militaires, aux opérations en cours ou planifiées, aux capacités de la Défense, à

l'identité des personnes y exerçant une fonction extrêmement sensible, aux armes et munitions, aux systèmes d'armes, aux équipements et véhicules de combat, à du matériel dangereux (explosifs, produits chimiques, ...), et aux informations sensibles. Lorsque par hypothèse, un agent d'une de ces entités a accès en raison de ses fonctions à de tels éléments, il s'agit d'une situation exceptionnelle qui peut être réglée au cas par cas, agent par agent, au moyen par exemple d'une exigence d'avis ou d'habilitation de sécurité pour cette fonction spécifique'."

Van die verantwoordingen wordt akte genomen.

3. In het ontworpen artikel 22sexies/2, vierde lid, moeten de woorden "bij koninklijk besluit" vervangen worden door de woorden "door de Koning".

4. Datzelfde vierde lid bevat de volgende bepaling:

"De werking van dit college en de criteria worden vastgelegd in een interne procedure die wordt meegedeeld aan de personen bedoeld in alinea 1 van dit artikel."

Die bepaling geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

4.1. Men schrijve "De regels inzake de werking van dit college" en, met de goedkeuring van de gemachtigde van de minister, "die wordt meegedeeld aan de personen bedoeld in het eerste lid".

4.2. Naar aanleiding van een vraag in verband met de criteria waarvan in deze bepaling sprake is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

"Les critères en question seront un affinement et une élaboration des dispositions du paragraphe 2⁸ de l'art. 22sexies/2. Tout cela constituera la base pour déterminer si une personne présente ou non un risque pour la sécurité et sur lequel la décision d'un avis négatif ou positif sera basée."

Gesteld dat de "interne procedure" in verband met de werking van het college en met de criteria om het veiligheidsrisico te bepalen reglementair van aard is, dient die vastgesteld te worden door de Koning, die daartoe uitdrukkelijk gemachtigd moet worden.

Amendement nr. 5

1. In het ontworpen artikel 22sexies/3, § 1, moeten de woorden "paragraaf 1 tot 7," weggelaten worden.

⁸ Bedoeld wordt niet "paragraaf 2", maar "tweede lid".

2. In het ontworpen artikel 22sexies/3, § 2, derde lid, is de bepaling dat het positief veiligheidsadvies, “na de periode van vijf jaar voor onbepaalde tijd verlengd [wordt]” ingeval “de bevoegde veiligheidsofficier zijn verplichtingen uit hoofde van [het eerste] lid (...) niet tijdig nakomt”, niet duidelijk. Enerzijds wordt bij het eerste lid geen termijn bepaald; bijgevolg rijst de vraag wat verstaan dient te worden onder het “niet tijdig” nakomen van de verplichtingen, wat aanleiding geeft tot de verlenging voor onbepaalde tijd van het positief veiligheidsadvies. Anderzijds is de wending “voor onbepaalde tijd” dubbelzinnig, in het bijzonder wat de vraag betreft of de betrokkene nog het voorwerp kan uitmaken van een veiligheidsverificatie wanneer de veiligheidsofficier “niet tijdig” gehandeld heeft.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“C’est à l’organisation de s’assurer que les vérifications ont lieu et d’assumer les conséquences si ce n’est pas le cas.

Les officiers de sécurité jouent un rôle clé dans les procédures des vérifications et des habilitations de sécurité appliquées en Belgique. Le rôle d’officier de sécurité n’est donc pas spécifiquement prévu pour les vérifications à la Défense, mais chaque organisation, entreprise, administration publique, ... qui utilise des vérifications de sécurité est obligée de nommer un officier de sécurité qui, entre autres, est impliqué dans le suivi administratif des vérifications au sein de son organisation, entreprise, administration publique, ...

Ces officiers de sécurité sont en effet censés suivre de près les procédures existantes. C’est également le cas dans la grande majorité des dossiers et ils jouent leur rôle de manière efficace. Cependant, une faute humaine ne peut jamais être exclue et dans ce cas la responsabilité n’incombe pas à ceux qui ne savaient pas qu’une nouvelle demande de vérification de sécurité devait être faite.

Cela ne remet pas en cause l’essentiel du principe d’introduction des vérifications de sécurité à la Défense. En cas de constatation qu’un délai de contrôle de sécurité n’a pas été respecté, le Chef du SGRS peut toujours agir de sa propre initiative et procéder à un contrôle de sécurité (cf. art 22sexies/3 § 7). Cette vérification peut conduire à un avis négatif entraînant les mesures envisagées dans ces amendements.”

Het verdient aanbeveling om die toelichtingen op te geven tijdens de parlementaire voorbereiding. Teneinde de juridische draagwijdte van het ontworpen artikel 22sexies/3, § 2, derde lid, aan te geven, dient daarenboven uitdrukkelijk bepaald te worden wat exact verstaan moet worden onder het “niet tijdig” handelen, dat aanleiding geeft tot de verlenging van het positief veiligheidsadvies.⁹

3. Om de vermelding in de verantwoording van het ontworpen artikel 22sexies/3, § 6, beter tot uiting te brengen in het dispositief, dient in die bepaling voorgeschreven te worden dat het positief veiligheidsadvies vergezeld kan gaan van een waarschuwing als het de bedoeling is dat die waarschuwing uitgedrukt wordt in het positief veiligheidsadvies dat overeenkomstig paragraaf 3 schriftelijk overgezonden moet worden aan de bevoegde veiligheidsofficier en aan de betrokkene.

⁹ Vergelijk met paragraaf 5 van het ontworpen artikel 22sexies/3.

Amendement nr. 6

1. In het ontworpen artikel 22*sexies*/4, § 1, moeten de woorden “en dit totdat de betrokkene houder is van een positief veiligheidsadvies” vervangen worden door de woorden “De maatregel bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°, wordt gehandhaafd zolang de betrokkene geen houder is van een positief veiligheidsadvies”, welke woorden een tweede lid moeten vormen.

2. In het ontworpen artikel 22*sexies*/4, § 3, tweede lid, wordt bepaald dat, wanneer het juridisch stelsel dat op de arbeidsverhouding van toepassing is, niet onder de bevoegdheid van de Koning valt, de modaliteiten betreffende de periode van schorsing in het belang van Defensie, het eventueel nemen van bewarende maatregelen tijdens deze periode van schorsing en de administratieve en geldelijke gevolgen die niet in het ontworpen artikel bepaald zijn, bij wet geregeld moeten worden. Het staat niet aan de wetgever om aan zichzelf wettelijke opdrachten toe te vertrouwen. Bijgevolg dient ofwel naar de bestaande toepasselijke wettelijke bepalingen verwezen te worden ofwel moet het dispositief met die regels aangevuld worden, en het ontworpen dispositief moet hoe dan ook aldus geherformuleerd worden dat het niet opgevat kan worden als een opdracht die aan de wetgever verleend wordt om wettelijke normen uit te vaardigen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 22*sexies*/4, § 4, vierde lid, met dien verstande dat in die bepaling de woorden “bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten” vervangen moeten worden door de woorden “door de Koning, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”.

3. Uit het in onderlinge samenhang lezen van het ontworpen artikel 22*sexies*/4, § 1, en paragraaf 4, eerste lid, 3°, van datzelfde ontworpen artikel volgt dat ingeval de betrokkene binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek om instemming niet op dat verzoek antwoordt, de in paragraaf 1 bedoelde maatregel – namelijk het beëindigen van de procedure tot werving, de vorming, de procedure tot benoeming of de uitoefening van de functie – definitief is.

Naar aanleiding van de vraag of dat betekent dat een betrokkene die niet binnen de twee maanden op het verzoek om instemming antwoordt, geen beroep kan instellen bij het Beroepsorgaan om de redenen voor de overschrijding van die termijn op te geven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“Une mesure prise suite à l’absence de réponse ne peut pas faire l’objet d’un recours devant l’Organe de recours. Toutefois, il pourrait être prévu qu’en cas de force majeure (comme par exemple dans le cas d’une maladie), le délai de 2 mois peut être prolongé par le Chef du SGRS.”

Hoewel men zich kan indenken dat bij het Beroepsorgaan geen beroep open staat ingeval de betrokkene niet binnen de twee maanden op het verzoek geantwoord heeft, omdat dat orgaan tot opdracht heeft te beoordelen of de persoon een bedreiging voor de veiligheid vormt, lijkt het, gelet op de gevolgen van het uitblijven van een antwoord binnen die termijn, nodig om de tekst aldus aan te vullen dat de betrokkene de mogelijkheid heeft om een verlenging van die termijn te verkrijgen als hij geldige redenen aanvoert, zoals een geval van overmacht, waarmee verantwoord kan worden dat hij zich niet aan de termijn van twee maanden gehouden heeft.

4. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de eerste zin van het ontworpen artikel 22sexies/4, § 4, tweede lid, dat een herhaling is van het ontworpen artikel 22sexies/4, § 1, 4°, weggelaten moet worden.

Amendement nr. 7

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat amendement nr. 7 weggelaten moet worden, aangezien de daarin vervatte afwijking reeds opgenomen is in artikel 22septies, derde lid, 3°, van de wet van 11 december 1998, welk artikel luidt:

“Zijn vrijgesteld van de retributie bedoeld in het eerste lid: (...)

3° het ministerie van Defensie.”

Amendement nr. 8

1. In artikel x+7, eerste lid, moeten de woorden “bij koninklijk besluit” vervangen worden door de woorden “door de Koning”.

2. Hoewel de uitvoerende macht er bij een wetgevende tekst mee belast kan worden te bepalen wanneer die wetgevende tekst in werking treedt, dient daarbij evenwel een uiterste datum van inwerkingtreding ervan vastgesteld te worden.¹⁰

Artikel x+7, eerste lid, moet in die zin gewijzigd worden.

3. In artikel x+7, tweede lid, schrijve men “In afwijking van het eerste lid, (...)”.

4. Aangezien het ontworpen artikel 22sexies/4, § 4, ingevoegd wordt bij artikel x+5, dat vervat is in amendement nr. 6, ziet de afdeling Wetgeving niet in hoe de datum van inwerkingtreding van de artikelen x tot x+6 vooraf zou kunnen gaan aan die van de inwerkingtreding van de bepalingen tot regeling van het verlies van de functie of de betrekking, aangezien de bepaling aldus gesteld is dat de datum van inwerkingtreding *a priori* geacht wordt dezelfde te zijn voor al die artikelen.

De gemachtigde van de minister heeft op dat punt het volgende gesteld:

“L’objectif du Gouvernement est de prévoir des modalités de mise en œuvre des mesures de suspension et de cessation des fonctions au sein de la Défense dans chaque régime juridique applicable aux membres du personnel de la Défense [...].

C’est ce qui est prévu à l’article 22sexies/4, §§ 3 et 4, *in fine*.

L’entrée en vigueur de la présente réforme ne pourra donc avoir lieu qu’une fois ces différents régimes adaptés.”

¹⁰ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 154.1.

Rekening houdend met dat antwoord en gelet op opmerking 2 in verband met amendement nr. 6, moeten de woorden “bepalingen tot regeling van het verlies van de functie of de betrekking bedoeld in artikel 22sexies/4, § 4” vervangen worden door de woorden “wettelijke bepalingen tot regeling van het verlies van de functie of de betrekking ten gevolge van een negatief veiligheidsadvies” en moet erop toegezien worden dat de onderscheiden juridische stelsels die van toepassing zijn op de personen die het voorwerp kunnen uitmaken van een veiligheidsverificatie, aldus aangepast worden dat ze voorzien in maatregelen tot schorsing en beëindiging van de functies bij Defensie, vóór de inwerkingtreding van de artikelen x tot x+6.

5. In de verantwoording van het amendement staat dat “ (...) deze verplichting [in werkelijkheid] reeds [bestaat] voor de kandidaat-militairen op grond van artikel 9, eerste lid, 9° en 171, 6°, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht”.

Niet alleen is de verwijzing naar artikel 171, 6°, van de wet van 28 februari 2007, zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, bij het huidige stand van het recht foutief, laatstgenoemde heeft daarnaast het volgende geantwoord op de suggestie om artikel 9, eerste lid, 9°, van de wet van 28 februari 2007 op te heffen omdat in het andere geval dezelfde verplichting vervat zou zijn in twee verschillende teksten wat de kandidaat-militairen betreft:

“Il n’y a pas lieu de supprimer cette disposition de la loi du 28 février 2007 car elle vise les personnes qui introduisent une candidature pour une carrière militaire à la Défense et pour lesquelles une vérification de sécurité est une des conditions pour introduire cette candidature. Les différents amendements actuels ne visent pas cette catégorie de candidats militaires mais visent par contre (1) des civils qui introduisent une candidature pour une carrière militaire à la Défense et (2) les civils et les militaires qui ont déjà été recrutées à la Défense et qui doivent être sujet d’une vérification de sécurité récurrente pendant leur carrière.”

Van deze uitleg wordt akte genomen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET